



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2025-070

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Publié le 13/10/2025

ID : 007-210703468-20251007-DEL2025_070SG-DE



Séance publique du 7 octobre 2025

Le 7 octobre 2025 à 18 heures trente, le Conseil Municipal de VIVIERS s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Martine MATTEI, Maire.

Étaient présents : Mme MATTEI Martine - Mme CHAIX Marie-Pierre – M. LEBRETON Frédéric - Mme RIFFARD-VOILQUE Martine - M. SAPHORES Pierre – Mme COMBIER Marie-Christine – Mme LARMANDE Véronique – M. WNUK Stanislas - Mme DAHMANI Samira - Mme FAURE-ALLIRAND Estelle – Mme SIRVENT Eliane – M. RANCHON Denis – Mme BOUGUERRA Nadia - M. ROYERE Christian – Mme MARSENI Habiba - M. SERRE Claude – Mme BOYER Isabelle - M. LAVIS Christian - M. HALLYNCK Dominique - M. MURCIA Antoine – M. SAEZ Jean-Pierre – M. GUILLERM Stéphane

Absente : Mme Céline PORQUET

Procurations :

- M. François HAUSHERR à Mme Martine RIFFARD-VOILQUE
- Mme Patricia ROCHE à M. Frédéric LEBRETON
- Mme Sylvie BOZIER à Mme Eliane SIRVENT
- Mme Julie STEL à M. Dominique HALLYNCK

Secrétaire de séance : Mme Estelle FAURE-ALLIRAND

OBJET : CONVENTION DE PARTICIPATION « PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE SANTE DU PERSONNEL TERRITORIAL »

Rapporteur : Madame Martine MATTEI

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Considérant que selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent,

Considérant que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités, dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence,

Considérant que pour le risque santé, après avoir recueilli l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 10 juillet 2025, la collectivité souhaite continuer de participer au financement des garanties de protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation,

Considérant que la convention de participation actuelle arrive à son terme le 31 décembre 2025,

Nombre de Conseillers

Municipaux :

- en exercice : 27

- présents à la séance : 22

**Date de l'envoi et de
l'affichage de la**

convocation : 01.10.25

Considérant qu'il convient de lancer un appel public de mise en concurrence des prestations afin de renouveler cette convention,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

*⇒ **APPROUVE** la mise en place d'une convention de participation « protection sociale complémentaire santé du personnel territorial »,*

*⇒ **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à lancer l'avis d'appel public à la concurrence s'y rapportant,*

*⇒ **DECIDE** de maintenir comme suit la participation communale (sans pouvoir dépasser le montant du contrat) :*

- pour un contrat couvrant l'agent seul : 48 €*
- pour un contrat couvrant l'agent et une 2^{ème} personne (conjoint ou enfant) : 75 €*
- pour un contrat couvrant une famille : 105 €*

*⇒ **VOTE** à l'unanimité.*

Délibéré le 7 octobre 2025

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal

Martine MATTEI

Maire de Viviers

